



DOCUMENT ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SOMME

Acquisition d'une solution de FireWalling nouvelle génération.

Marché à procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

MD

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION.....	3
ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
4.1 : Pièces particulières	3
4.2 : Pièces générales	3
ARTICLE 5 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL	3
ARTICLE 6 : VARIANTE.....	3
ARTICLE 7 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE	3
ARTICLE 8 : CONSTITUTION DE L'OFFRE.....	4
8.1 : Présentation des offres	4
8.2 : Condition d'envoi et de remise des offres	4
ARTICLE 9 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	4
ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	5
ARTICLE 11 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	5
ARTICLE 12 : CRITERE DE CHOIX.....	5
ARTICLE 13 : PRIX.....	5
ARTICLE 14 : GARANTIE	5
ARTICLE 15 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	5
15.1 : Présentation des demandes de paiements	5
15.2 : Mode de règlement	6
ARTICLE 16 : COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE.....	6
ARTICLE 17 : LES OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION.....	6
ARTICLE 18 : CONDITION DE RESILIATION	6
ARTICLE 19 : ASSURANCES	6
ARTICLE 20 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE	6
ARTICLE 21 : PROCEDURES DE RECOURS.....	6
ARTICLE 22 : RENSEIGNEMENTS	7
ARTICLE 23 : MEMOIRE TECHNIQUE.....	7
ARTICLE 24 : LES PRESTATIONS ATTENDUES	7
ARTICLE 25 : DEROGATION	7

MD

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'une solution de FireWalling nouvelle génération.

Il s'agit du remplacement d'un firewall du type Cisco ASA 5510. Ce firewall est utilisé pour distribuer le pool d'adresses attribué au SDIS80. Il gère également une DMZ et les accès VPN.

La prestation se divisera en 2 parties et comprendra :

- Pour la 1ère partie, « Fourniture et mise en œuvre » : la fourniture d'un firewall de nouvelle génération, sa mise en œuvre initiale avec reprise des règles existantes
- Pour la 2nde partie, « Maintenance » : la maintenance sur trois années

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION.

Le marché est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE.

Le présent marché est conclu :

- ↳ Concernant la 1ère partie : à compter de la notification du présent marché jusqu'à la réception de la mise en œuvre,
- ↳ Concernant la 2nde partie : d'une durée de 3 ans à compter de la date de la réception de la mise en œuvre.

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

4.1 : Pièces particulières

- Le présent document administratif et technique (DAT),
- La proposition de prix ou le devis établi par le soumissionnaire,
- Le document mémoire établi par le soumissionnaire.

4.2 : Pièces générales

- Le Code des Marchés publics,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC).

ARTICLE 5 : DESIGNATION DU REPRESENTANT LEGAL

Le représentant légal du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme est Monsieur le Président du Conseil d'Administration, pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6 : VARIANTE

Les variantes sont interdites.

ARTICLE 7 : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés en la matière, dans le cas contraire, fournir une déclaration sur l'honneur ;

- Un document relatif aux pouvoirs de la personne ou des personnes habilitées à engager la société ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Les formulaires DC 1, 2, NOTI 1 et 2 sont acceptés et disponibles à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

ARTICLE 8 : CONSTITUTION DE L'OFFRE

8.1 : Présentation des offres

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats. Il se compose du présent D.A.T.

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté contenant :

- Le devis ou la proposition de prix complété, paraphé, daté et signé ;
- Les pièces énumérées à l'article 7 « justificatifs à produire » du présent D.A.T. ;
- Le présent Document Administratif et Technique (DAT) paraphé, daté et signé ;
- Le mémoire technique demandé à l'article 23 du présent DAT.

8.2 : Condition d'envoi et de remise des offres

L'enveloppe extérieure portera l'adresse et les mentions suivantes :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
 Groupement Logistique
 Service Système information
 7 allée du Bicêtre
 BP 2606
 80026 AMIENS Cedex 1

**ACQUISITION D'UNE SOLUTION DE FIREWALLING
 NOUVELLE GENERATION**

NE PAS OUVRIR

Les offres devront être :

- soit transmises en recommandé avec accusé de réception,
- soit remises à l'adresse ci-dessus, contre récépissé,

ARTICLE 9 : DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les dates et heures limites de réception des offres sont fixées au **vendredi 14 novembre 2014 à 12 h 00.**

MD

ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai pendant lequel le soumissionnaire reste engagé par son offre est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 11 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Conformité des candidatures au regard des justificatifs demandés à l'article 7 du présent DAT.

ARTICLE 12 : CRITERE DE CHOIX

Le jugement sera effectué par le biais d'une notation sur la base des critères pondérés de la manière suivante :

- Valeur technique : 70 % jugée à partir des sous-critères suivants :
 - ↳ performances : 25%
 - ↳ capacité de détection et de sécurisation : 25%
 - ↳ ergonomie : 10%
 - ↳ reporting : 10%
- Prix : 30 %

ARTICLE 13 : PRIX

Le candidat portera obligatoirement dans son devis ou sa proposition de prix :

- le montant HT et TTC de la première partie « Fourniture et mise en œuvre »,
- le montant HT et TTC sur 3 ans de la seconde partie « Maintenance »,
- le montant total HT et TTC de son offre.

Les prix sont globaux, définitifs, fermes et forfaitaires.

ARTICLE 14 : GARANTIE

Les fournitures objet du présent marché seront garanties pendant toute la durée d'engagement.

ARTICLE 15 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

15.1 : Présentation des demandes de paiements

Les factures afférentes à chaque prestation seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier,
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le numéro du marché,
- la prestation réalisée,
- le montant hors taxe de la prestation en question,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,
- la date de facturation.

MD

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME
Groupeement Juridique et Financier
Service Finances
7 Allée du Bicêtre – BP 2606
80 026 Amiens cedex 1

15.2 : Mode de règlement

Les prestations seront payées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.
Le délai global de paiement est de 30 jours.

ARTICLE 16 : COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE

Payeur Départemental de la Somme
27 Rue de l'Amiral Courbet
80 010 AMIENS

ARTICLE 17 : LES OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTION

Les opérations de vérification seront effectuées conformément aux articles 23 à 29 du CCAG - TIC

ARTICLE 18 : CONDITION DE RESILIATION

Les conditions de résiliation sont fixées aux articles 39 à 46 du CCAG-TIC.

ARTICLE 19 : ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché.

ARTICLE 20 : DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, seul le droit français est applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 21 : PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures des recours : Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus : Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80 011 Amiens Cedex 01 ; Téléphone : 03 22 33 61 70 ; Télécopie : 03 22 33 61 71 ; Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

MD

ARTICLE 22 : RENSEIGNEMENTS

Les candidats pourront obtenir des éventuelles renseignements complémentaires auprès du :
Groupement Logistique – Service Système Information – Mr Olivier DEVIN – Tel : 03.64.46.16.12

ARTICLE 23 : MEMOIRE TECHNIQUE

Le candidat devra fournir un mémoire technique comprenant :

- les documents utilisateurs,
- les snapshots éventuels,
- les spécifications et points remarquables.

ARTICLE 24 : LES PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont la fourniture d'un firewall de nouvelle génération, sa mise en œuvre initiale avec reprise des règles existantes et sa maintenance sur trois années.

Le SDIS de la Somme attend une solution de firewalling permettant entre autre de :

- Proposer les fonctionnalités standard de firewall opérant sur la couche 3 du modèle OSI,
- 200 Mbps minimum pour la gestion des flux,
- 50 Mbps minimum pour les tunnels IpSec,
- Appliance 1U,
- Identifier les logiciels permettant le contournement des mesures de sécurité mise en place par le firewall,
- Identifier les applications quelques soient les ports utilisés,
- Déchiffrement de l'encapsulation SSL,
- Ne pas impacter les performances de trafic, quelques soient les contrôles applicatifs mis en œuvre,
- Pouvoir gérer le BYOD en poussant les politiques de sécurité sur les smartphones et autres nouveaux devices,
- Permettre le contrôle et le blocage de menaces dans des applications identifiées comme autorisées,
- Facile d'usage et doté d'un reporting de qualité.

ARTICLE 25 : DEROGATION

L'article 4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG-TIC.


A _____, le

Amiens le

20 OCT 2014

Le Soumissionnaire

Pour le Président et par délégation,
le Directeur Départemental



Colonel Marc DEHEDIN

